



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques
Guichet unique**

**Arrêté n°478-DDPP-24
portant autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'une installation de
traitement de déchets non dangereux
RECYF SAS à Balbigny (42510)**

Le Préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » - (Rubriques n°2925-1 et n° 2925-2) ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant Monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13/07/2023 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;

Vu le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux Loire en Rhône-Alpes approuvé par arrêté du 30 août 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 6-DDPP-19 du 09 janvier 2019 portant servitude d'utilité publique ;

Vu la demande du 30 septembre 2022, présentée par la société RECYF SAS dont le siège social est situé 272 Allée de la Monica 42510 BALBIGNY, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de traitement de déchets non dangereux située à la même adresse et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 08 septembre 2023 et du 13 avril 2024 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 30 avril 2024 ;

Vu la décision en date du 7 juin 2024 du président du tribunal administratif de LYON, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 juin 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 30 jours du 22 juillet 2024 au 20 août 2024 inclus sur le territoire des communes de Balbigny, Nervieux, Saint-Marcel-de-Félines, Néronde, Pouilly-lès-Feurs, Epercieux-Saint-Paul et Mizérieux ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Balbigny, Nervieux, Saint-Marcel-de-Félines, Néronde, Pouilly-lès-Feurs, Epercieux-Saint-Paul, Mizérieux ; de la communauté de commune Forez est et du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport et les propositions en date du 14 novembre 2024 de l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu le projet d'arrêté porté le 26 novembre 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'avis en date du 10 décembre 2024 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier la présence de zones d'habitations aux abords du site projeté ;

CONSIDÉRANT que l'installation est à l'origine de rejets atmosphériques canalisés, équipés de dispositifs de traitement et faisant l'objet d'une surveillance ;

CONSIDÉRANT que les dispositifs de traitement sus-mentionnés et la surveillance sont conformes aux prescriptions de l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à l'installation ;

CONSIDÉRANT que les rejets atmosphériques attendus ont fait l'objet d'une évaluation des risques sanitaires et que ceux-ci ne présentent pas de risque vis-à-vis de la santé du voisinage ;

CONSIDÉRANT que l'installation n'est pas à l'origine de rejet d'effluent industriel ;

CONSIDÉRANT que l'installation est susceptible de générer des vibrations du fait de l'emploi d'équipements de broyage, une mesure de la vitesse particulière des vibrations émises doit être réalisée ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État, et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

ARRETE

TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société RECYF SAS, (SIRET 82359124300030), dont le siège social est situé au 272 Allée de la Monica 42510 BALBIGNY est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de BALBIGNY, à la même adresse (coordonnées Lambert 93 X=792,14 km et Y=6525,41 km), les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
BALBIGNY	Section AD n° 126, 127, 131, 133,	Zone industrielle de Chanlat

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 12 400 m².

L'établissement occupe en partie les bâtiments de l'ancien site SAMRO.

Article 1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux	Traitement mécanique en broyeurs Traitement thermique (sècheur)	250 t/j	A

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3532	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants 	Traitement mécanique en broyeurs de déchets métalliques	125 t/j	A
2925-1	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques	Local de charge des chariots élévateurs batteries à électrolyse	Puissance maximale de courant continu utilisable : 100 kW	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Article 1.2.1 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3532 relative à valorisation des déchets et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WT.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

CHAPITRE 1.4 CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

La société RECYF SAS devra remettre le site dans un état compatible avec un usage d'activités industrielles ou artisanales, et tel qu'il n'y ait aucun risque ou danger, soit pour la commodité du

voisinage, soit pour la santé, la sécurité ou la salubrité publique, soit pour les activités humaines, soit pour la nature et l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments.

Dans le cadre de la mise en sécurité du site :

- Les sources d'énergie et de fluides seront coupées ;
- L'accès au site sera interdit par la mise en place de clôtures et de panneaux d'interdiction d'accès.

Après mise en sécurité totale des installations, les installations techniques seront démantelées.

Les déchets issus du démantèlement des installations seront triés et évacués vers des filières adaptées (décharges contrôlées, filières de recyclage, filière de traitement des déchets industriels spéciaux, ...).

Les réseaux d'assainissement seront vidangés, sondés et si besoin hydrocurés.

En fin d'exploitation, ne seront susceptibles de rester que les installations fixes (bâtiments, réseaux et autres équipements), compatibles avec la réutilisation envisagée du site (activités industrielles ou artisanales) et ne présentant pas de risque ou danger.

Un mémoire de cessation d'activité sera rédigé lors de la fin d'exploitation du site.

CHAPITRE 1.5 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sans correction de la teneur en oxygène.

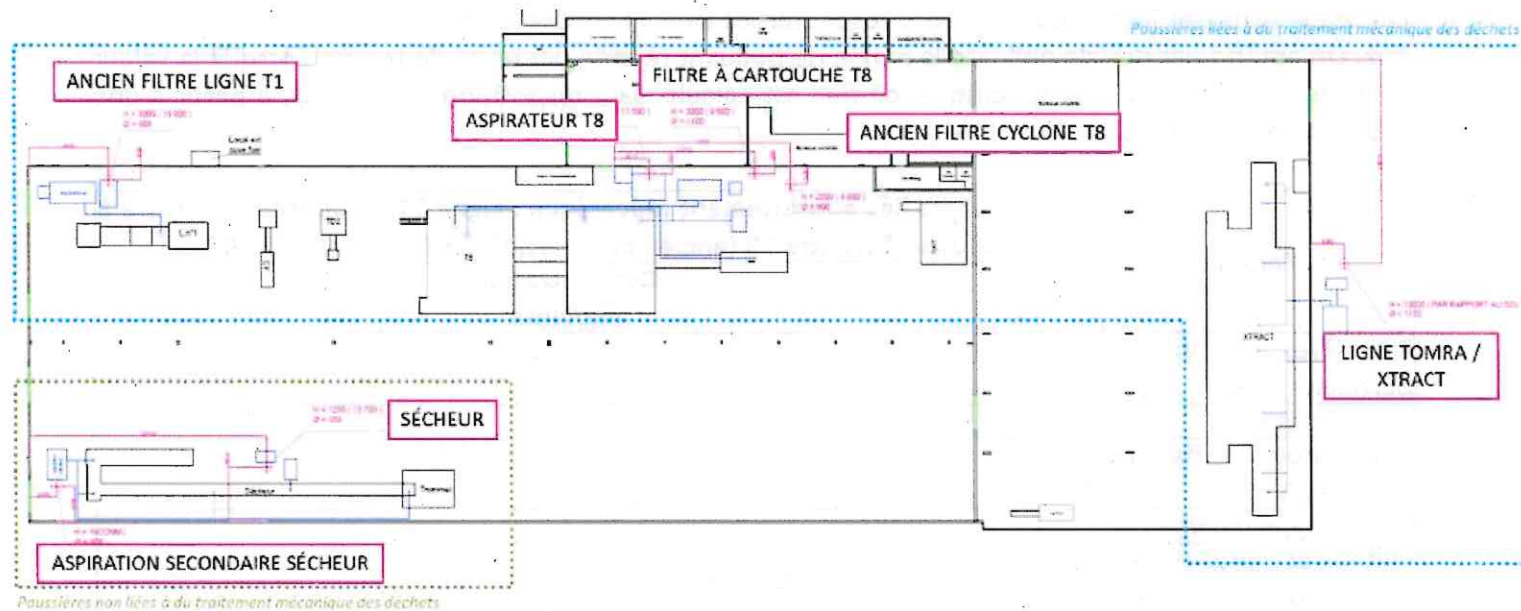
CHAPITRE 2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1 Conduits et installations raccordées

Le fonctionnement de l'installation est à l'origine des rejets atmosphériques canalisés suivants :

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Ligne T1	Poste de reprise Machine D15 raccordée sur le dépoussiéreur de la ligne n°1 à l'arrêt. Machine à base de courant de Foucault.		/	Dispositif de filtration des poussières : filtre à cartouche
Aspirateur T8	Aspiration des poussières de l'atelier vers la ligne T8		/	Dispositif de filtration des poussières : cyclone
Filtre à cartouche T8	Filtre captant le broyage de la ligne T8		/	Dispositif de filtration des poussières : filtre à cartouche
Filtre T8 (ancien cyclone)	Filtre cyclone remplacé par un filtre à cartouche. Filtre captant les tables densimétriques de la ligne T8		/	Dispositif de filtration des poussières : filtre à cartouche
Ligne TOMRA / XTRACT	Ligne permettant de séparer les produits par rayon X suivant la densité du produit		/	Dispositif de filtration des poussières : filtre à manches
Sécheur	Tambour sécheur équipé d'un brûleur gaz alimenté par une trémie	Puissance thermique inférieure à 1 MW	Gaz naturel	Les gaz de combustion sont envoyés dans un cylindre par un système de ventilation dédié. Les déchets sont convoyés à l'intérieur de ce cylindre, en mélange avec les gaz de combustion chauds, afin d'extraire par évaporation l'eau contenue dans les déchets La température maximale à l'intérieur du sécheur est de 120 °C Dispositif de filtration des poussières : filtre à manches
Aspiration secondaire sécheur	Trémie de chargement du sécheur		/	Dispositif de filtration des poussières : filtre à manches

Les points de rejet sont localisés selon le plan suivant :



Article 2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Ligne T1	15,3	0,8	14150	8,7
Aspirateur T8	12,1	0,1	350	15,1
Filtre à cartouche T8	15,4	1,1	27980	9,2
Filtre T8 (ancien cyclone)	14	0,9	14150	7
Ligne TOMRA / XTRACT	13	1,15	46410	15,2
Sécheur	15,2	0,34	4180	18,5
Aspiration secondaire sécheur	14,9	0,6	27890	22,5

CHAPITRE 2.2.LIMITATION DES REJETS

Article 2.2.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Article 2.2.1.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètres	Conduits liés au traitement mécanique : Ligne T1, Aspirateur T8, Filtre à cartouche T8, Filtre T8 (ancien cyclone), Ligne TOMRA / XTRACT	
	Concentration mg/Nm3	
Poussières, y compris particules fines	5	
COV Totaux	110	
Retardateurs de flamme bromés (1)	/	
PCB de type dioxine (1)	/	
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) (1)	5	
PCDD/F (1)	/	

Paramètres	Code CAS	Autres Conduits : Sécheur et Aspiration secondaire sécheur	
		Concentration mg/Nm3	
Poussières, y compris particules fines		100	
COV totaux		110	
Retardateurs de flamme bromés (1)		/	
PCB de type dioxine (1)		/	
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) (1)		5	
PCDD/F (1)		/	
SO ₂	7446-09-05	300	
NO _x en équivalent NO ₂	10102-44-0	500	

(1) Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 de l'arrêté du 17/12/2019 relatif aux MTD applicables aux installations de traitement de déchets.

Pour l'installation de séchage, les mesures se font sur gaz humide.

Article 2.2.1.2 Émissions diffuses

L'ensemble du process de tri, incluant la réception et l'expédition des déchets, est conduit à l'intérieur du bâtiment.

La société RECYF met également en œuvre des mesures afin de prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées. En particulier, des seuils sont aménagés aux accès du bâtiment, évitant des transferts vers l'extérieur de celui-ci en cas de déversement accidentel ;
- Les zones d'expédition et de livraison sont balayées au moyen d'une balayeuse avant l'arrivée et après le départ des PL pour éviter le transfert de poussières par les véhicules sortant du bâtiment.

L'intérieur des zones de production est balayé quotidiennement au moyen d'une balayeuse/aspireuse de manière à limiter l'accumulation de poussières au sol susceptibles d'être soulevées par le passage des engins et du personnel.

Afin de limiter au maximum les fuites des équipements de traitement de l'air, des actions de maintenance renforcées sont réalisées, à savoir :

- Un renforcement des canalisations sur les portions identifiées comme critiques ;
- Un programme annuel de mesures des vitesses d'air dans les canalisations afin de détecter d'éventuelles fuites.

CHAPITRE 2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

Article 2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance de l'ensemble de ses rejets atmosphériques dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire)	Fréquence de transmission
Débit	semestrielle		annuelle
Poussières	semestrielle	NF EN 13284-1	annuelle
COV totaux	semestrielle	NF EN 12619	annuelle
Retardateurs de flamme bromés (1)	annuelle		annuelle
PCB de type dioxine (1)	annuelle	NF EN 1948 -1, -2 et -4 ou norme CEN/TS°1948-5	annuelle

Paramètre	Fréquence	Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire)	Fréquence de transmission
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Ti, V) (1)	annuelle	NF EN 14385	annuelle
PCDD/F (1)	annuelle	NF EN 1948 -1, -2 et -3 ou norme CEN/TS°1948-5	annuelle
SO ₂	annuelle		annuelle
NO _x	annuelle		annuelle

(1) Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 de l'arrêté du 17/12/2019 relatif aux MTD applicables aux installations de traitement de déchets.

TITRE 3 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

CHAPITRE 3.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel	Usages
Réseau d'eau	650 m ³ /an	Besoins sanitaires

CHAPITRE 3.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

Article 3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- Eaux usées domestiques provenant des sanitaires et des locaux sociaux ;
- Eaux pluviales potentiellement polluées provenant du lessivage des voiries ;
- Eaux pluviales propres de toitures.

Il y a pas d'effluents de process industriel.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	Eaux usées domestiques	Réseau d'assainissement collectif	Station de traitement des eaux usées	
Pt N°2	Eaux pluviales du bâtiment de stockage réhabilité, des bureaux et locaux sociaux, de l'atelier Xtract, des voiries et de l'espace vert au Nord-Est	Réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle	Milieu naturel	
Pt N°3	Eaux pluviales de toiture des ateliers première partie	Réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle	Milieu naturel	
Pt N°4	Eaux pluviales de toiture des ateliers deuxième partie	Réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle	Milieu naturel	

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°5	Eaux pluviales du parking poids lourds.	Réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle	Milieu naturel	Séparateur d'hydrocarbures

Le plan des réseaux de collecte des effluents est régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée, et au moins 1 fois par an.

Article 3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

CHAPITRE 3.3 LIMITATION DES REJETS

Les rejets d'effluents aqueux respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Paramètres	Code SANDRE	Rejets n° 2 et n° 5
		Concentration maximale (mg/l) (*)
MES	1305	60
DCO	1314	180
DBO ₅	1313	100
Hydrocarbures totaux	7009	10
Métaux totaux	8092	15
Arsenic (As) (1)	1369	0,05
Cadmium (Cd) (1)	1388	0,05
Chrome (Cr) (1)	1389	0,15
Cuivre (Cu) (1)	1392	0,5
Plomb (Pb) (1)	1382	0,1
Nickel (Ni) (1)	1386	0,5
Zinc (Zn) (1)	1383	1
Sulfates	1338	/
Chlorures	1337	/

(1) Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 de l'arrêté du 17/12/2019 relatif aux MTD applicables aux installations de traitement de déchets.

CHAPITRE 3.4 SURVEILLANCE DS PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS

Article 3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

L'exploitant procède à un relevé annuel de sa consommation d'eau.

Article 3.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles des rejets aqueux à la fréquence annuelle. L'exploitant fait procéder aux mesures réglementaires par un organisme agréé pour les paramètres concernés, ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément.

Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 4.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Les points de mesure figurent sur le plan ci-dessous :



Article 4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 4.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans. Une telle mesure est également effectuée après un changement notable des installations de la société RECYF.

Article 4.1.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 4.1.4. Dispositions prises pour limiter les émissions sonores

Les opérations de tri sont uniquement menées au sein du bâtiment et les équipements bruyants (broyeurs, tables de tri) sont capotés.

La vitesse est limitée sur le site. Les camions sont à l'arrêt pendant les opérations de chargement et de déchargement. Ils répondent aux normes de fabrication et à la réglementation fixée par le Code de la Route limitant les émissions sonores.

CHAPITRE 4.2 VIBRATIONS

L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

La vitesse particulière des vibrations émises, mesurée selon la méthode définie au paragraphe 4.2.3, ne doit pas dépasser les valeurs définies ci-après.

Une mesure de la vitesse particulière des vibrations émises est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté.

Article 4.2.1. Valeurs limites de la vitesse particulière

- Sources continues ou assimilées

Sont considérées comme sources continues ou assimilées :

- toutes les machines émettant des vibrations de manière continue ;
- les sources émettant des impulsions à intervalles assez courts sans limitation du nombre d'émissions.

Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :

- Sources impulsionnelles à impulsions répétées

Sont considérées comme sources impulsionnelles à impulsions répétées toutes les sources émettant, en nombre limité, des impulsions à intervalles assez courts mais supérieurs à 1 s et dont la durée d'émissions est inférieure à 500 ms.

Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :

FREQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz
Constructions résistantes	8 mm/s	12 mm/s	15 mm/s
Constructions sensibles	6 mm/s	9 mm/s	12 mm/s
Constructions très sensibles	4 mm/s	6 mm/s	9 mm/s

Quelle que soit la nature de la source, lorsque les fréquences correspondant aux vitesses particulières couramment observées pendant la période de mesure s'approchent de 0,5 Hz des fréquences de 8, 30 et 100 Hz, la valeur limite à retenir est celle correspondant à la bande de fréquences immédiatement inférieure. Si les vibrations comportent des fréquences en dehors de l'intervalle 4-100 Hz, il convient de faire appel à un organisme qualifié agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Article 4.2.2 Classification des constructions

Pour l'application des limites de vitesses particulières, les constructions sont classées en trois catégories suivant leur niveau de résistance :

- constructions résistantes : les constructions des classes 1 à 4 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les "installations classées" pour la protection de l'environnement ;
- constructions sensibles : les constructions des classes 5 à 8 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 ;
- constructions très sensibles : les constructions des classes 9 à 13 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 ;

Les constructions suivantes sont exclues de cette classification :

- les réacteurs nucléaires et leurs installations annexes ;
- les installations liées à la sûreté générale, sauf les constructions qui les contiennent ;
- les barrages, les ponts ;
- les châteaux d'eau ;
- les installations de transport à grande distance de gaz ou de liquides autres que l'eau ainsi que les canalisations d'eau sous pression de diamètre supérieur à 1 mètre ;
- les réservoirs de stockage de gaz, d'hydrocarbures liquides ou de céréales ;
- les tunnels ferroviaires ou routiers et autres ouvrages souterrains d'importance analogue ;
- les ouvrages portuaires tels que digues, quais et les ouvrages se situant en mer, notamment les plates-formes de forage, pour lesquelles l'étude des effets des vibrations doit être confiée à un organisme qualifié. Le choix de cet organisme doit être approuvé par l'inspection des "installations classées".

Article 4.2.3. Méthode de mesure

◦ Éléments de base

Le mouvement en un point donné d'une construction est enregistré dans trois directions rectangulaires, dont une verticale, les deux autres directions étant définies par rapport aux axes horizontaux de l'ouvrage étudié, sans tenir compte de l'azimut.

Les capteurs sont placés sur l'élément principal de la construction (appui de fenêtre d'un mur porteur, point d'appui sur l'ossature métallique ou en béton dans le cas d'une construction moderne).

◦ Appareillage de mesure

La chaîne de mesure à utiliser doit permettre l'enregistrement, en fonction du temps, de la vitesse particulière dans la bande de fréquences allant de 4 Hz à 150 Hz pour les amplitudes de cette vitesse comprises entre 0,1 mm/s et 50 mm/s. La dynamique de la chaîne doit être au moins égale à 54 dB.

- Précautions opératoires

Les capteurs doivent être complètement solidaires de leur support. Il faut veiller à ne pas installer les capteurs sur les revêtements (zinc, plâtre, carrelage...) qui peuvent agir comme filtres de vibrations ou provoquer des vibrations parasites si ces revêtements ne sont pas bien solidaires de l'élément principal de la construction. Il convient d'effectuer, si faire se peut, une mesure des agitations existantes, en dehors du fonctionnement de la source.

TITRE 5 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

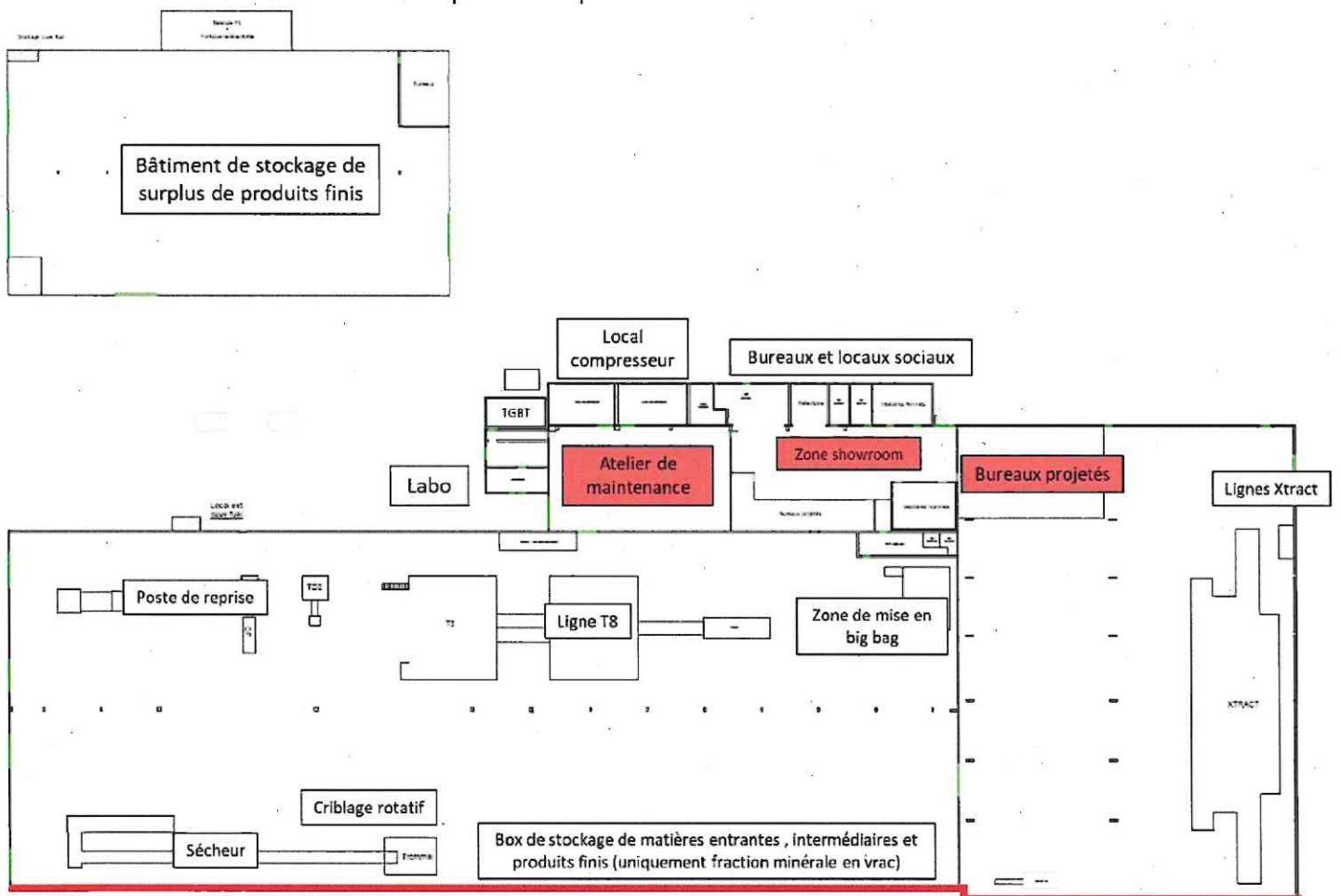
CHAPITRE 5.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

L'arrêté du 22 décembre 2023 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations de gestion de déchets en matière de lutte contre les incendies s'appliquent à l'installation. Pour la mise en œuvre de cet arrêté, l'installation est considérée comme une installation existante.

Article 5.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

L'exploitant procède à des travaux au niveau du mur séparatif entre son installation et l'installation voisine en vue d'en restituer le degré coupe-feu REI 120.

La localisation de ce mur est indiquée sur le plan ci-dessous :



L'exploitant conserve et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant du degré REI 120 du mur séparatif.

Article 5.1.2 Désenfumage

Des trappes de désenfumage en toiture pour l'évacuation des fumées assurant une surface minimale utile d'ouverture de 1 % sont mises en place. Une commande centralisée (par zone si besoin) de déclenchement des ouvertures du désenfumage est installée à proximité des accès.

L'ensemble du dispositif est contrôlé annuellement. Le compte-rendu du contrôle est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.3 Organisation des stockages

Les déchets entrants sont stockés au sol dans une aire dédiée et matérialisée.

Les matériaux triés (métaux et stériles) en attente d'expédition sont stockés :

- Pour les métaux : au sol dans des contenants de type big-bags ;
- Pour les stériles : au sol en vrac ou en big-bags au sein d'une aire dédiée.

La hauteur de stockage est limitée à deux big-bags superposés pour les métaux, et à 3 m environ pour les stériles et les déchets entrants.

Article 5.1.4. Etat des matières stockées

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Article 5.1.5 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Une voie engin permet la circulation sur le périmètre du bâtiment entier de l'ancien site SAMRO. Cette voie répond aux caractéristiques suivantes :

- largeur utile d'au minimum 3 mètre, avec une pente maximale de 15 %,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S=15/R$ mètres est ajoutée,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.

Les bâtiments sont desservis par une aire de mise en station des moyens aériens au droit des murs séparatifs REI 120. Ces aires ont les caractéristiques suivantes :

- largeur minimum de 7 mètres,
- longueur minimum de 10 mètre avec une pente maximale de 10 %,
- aucun obstacle aérien ne doit gêner la manœuvre des moyens aériens à la verticale de la voie,
- résistance à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et résistance au poinçonnement de 88 N/cm²,
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment, et inférieure à 1 mètres pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment.

Article 5.1.6 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les accès sont équipés de seuils d'une hauteur de 7 cm pour assurer le confinement d'un déversement accidentel, ou des eaux d'extinction en cas d'incendie. Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie s'élève à 626 m³ (confinement interne au bâtiment).

Le sol du bâtiment est en béton, étanche et incombustible.

Les cuves de carburant sont placées sur une rétention d'un volume équivalent aux contenants.

CHAPITRE 5.2 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Les moyens de lutte contre l'incendie sont constitués d'une réserve incendie de 740 m³ équipée de 3 poteaux d'aspiration accessibles aux services de secours. Cette réserve est située à proximité du bâtiment occupé par la société RECYF.

Des extincteurs appropriés aux risques sont répartis sur l'ensemble de l'installation en des endroits facilement accessibles et visibles.

Des extincteurs spécifiquement adaptés pour les feux de classe D (feux de métaux) sont également installés.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 6 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 6.1 DESCRIPTION DES DÉCHETS ENTRANTS

Les déchets acceptés sur l'installation sont les suivants :

Code déchet	Description	Flux journalier maximal	Flux annuel maximal
19 12 03	Métaux non ferreux provenant du traitement mécanique des déchets non spécifiés ailleurs	500 t/j	100 000 t/an

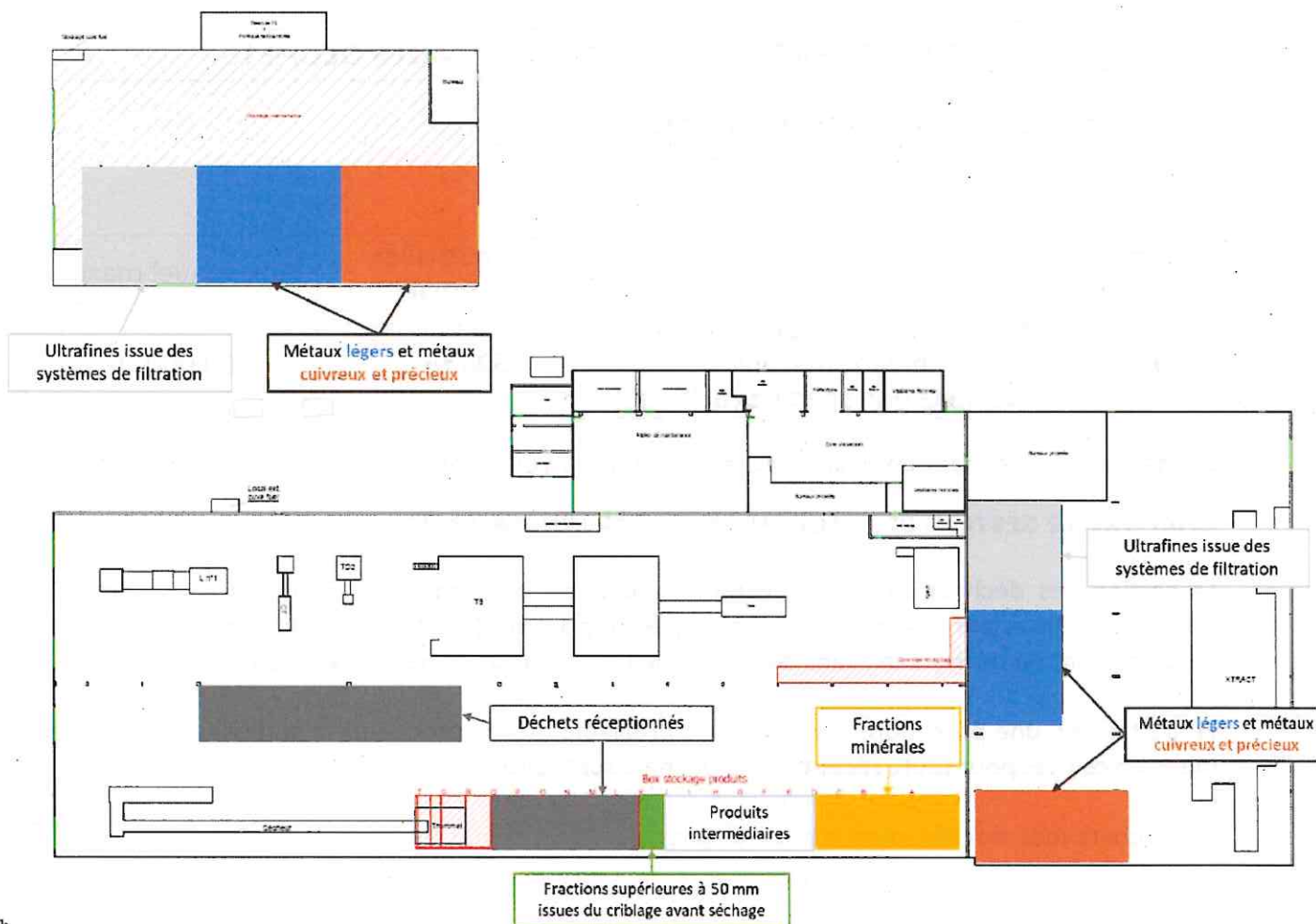
Les déchets proviennent des installations de maturation et d'élaboration (IME) des mâchefers.

CHAPITRE 6.2 GESTION DES DÉCHETS REÇUS PAR L'INSTALLATION

La gestion des déchets au sein de l'établissement est conforme aux dispositions de l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

En particulier, une procédure d'information préalable et une procédure d'admission sont rédigées et mises en œuvre, pour toute réception de déchets sur le site.

Les déchets sont stockés selon le plan suivant :

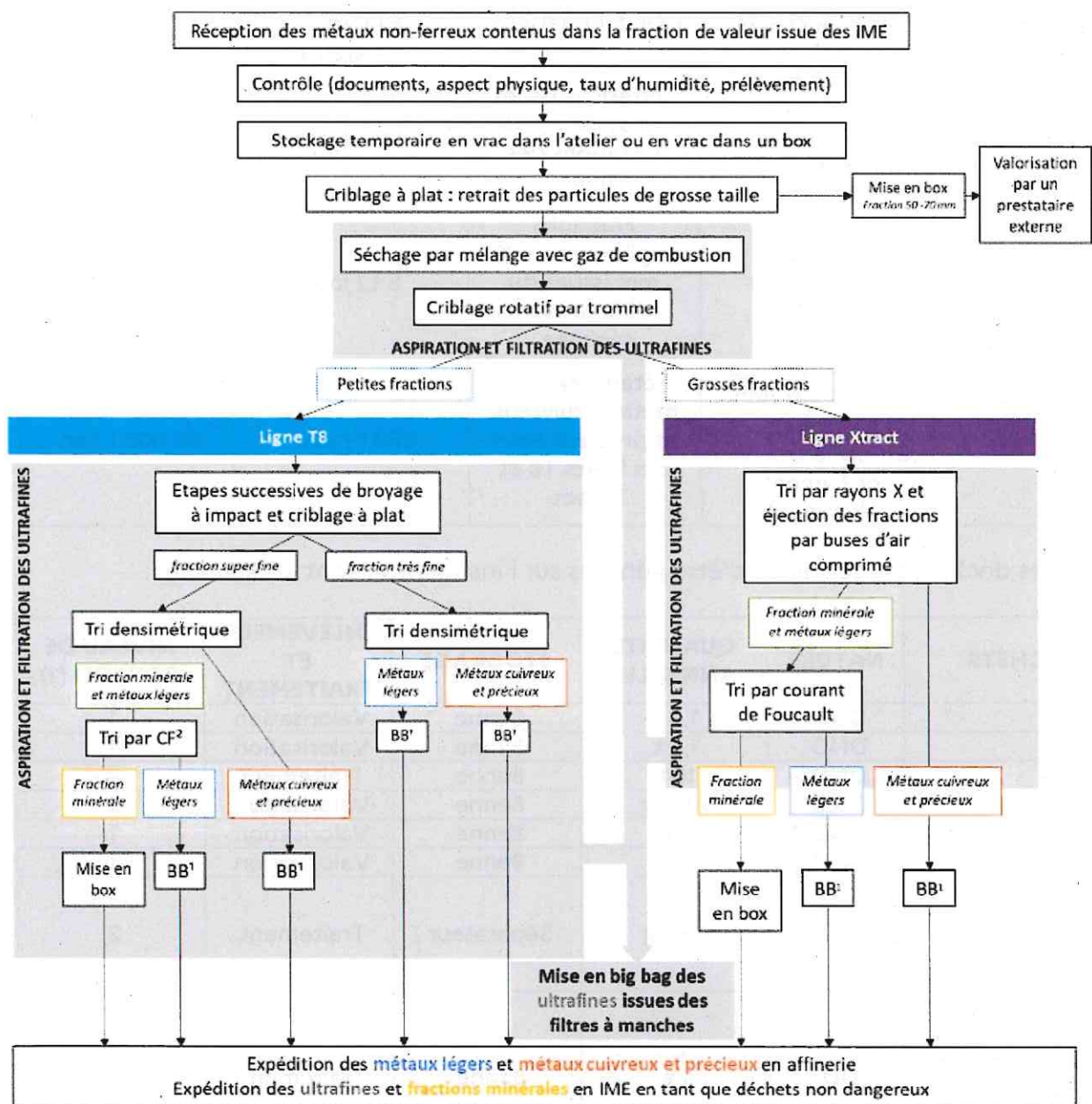


ih

CHAPITRE 6.3 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Le process de l'installation consiste à extraire les métaux non ferreux contenus dans la fraction de valeur issue des IME. En sortie de process, les métaux et ultrafines (poussières captées par les dispositifs de traitement des effluents atmosphériques) sont conditionnés en big bag et la fraction minérale est expédiée en vrac.

Le synoptique de l'installation est le suivant :



¹ Mise en big bag après contrôle qualité

² Courant de Foucault

CHAPITRE 6.4 DÉCHETS SORTANTS

Les déchets expédiés, issus du process, sont les suivants :

CODE DECHET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES	FLUX JOURNALIER MAXIMAL	FLUX ANNUEL MAXIMAL
19 12 09	Minéraux provenant du traitement mécanique des déchets	Fraction minérale issue des lignes T8 et Xtract	145 t / jour	29 000 t / an

CODE DECHET	DESCRIPTION	COMMENTAIRES	FLUX JOURNALIER MAXIMAL	FLUX ANNUEL MAXIMAL
19 12 09	Minéraux provenant du traitement mécanique des déchets	Ultrafines issues des systèmes de filtrations des lignes	100 t / jour	20 000 t / an
19 12 03	Déchets de métaux non ferreux	Fractions supérieures à 30 mm issues du criblage avant séchage	5 t / jour	1 000 t / an
19 12 03	Zorba (mélange de métaux non ferreux) Grenaille cuivre / or / argent Aluminium	Métaux légers et métaux cuivreux et précieux issus des lignes T8 et Xtract	250 t / jour	50 000 t / an

Les autres déchets susceptibles d'être générés sur l'installation sont les suivants :

DECHETS	NATURE	QUANTITÉ ANNUELLE	STOCKAGE	ENLÈVEMENT ET TRAITEMENT	NIVEAU DE GESTION (1)
Papiers	DND	1,5 t	Benne	Valorisation	1
Cartons	DND	1,5 t	Benne	Valorisation	1
DIB	DND	10 t	Benne	Traitement	2
Plastiques	DND	500 kg	Benne	Valorisation	1
Verre	DND	2 t	Benne	Valorisation	1
Bois	DND	4,5 t	Benne	Valorisation	1
Eau + hydrocarbures (séparateurs hydrocarbures)	DD	100 kg	Séparateur	Traitement	2
Autres déchets dangereux (aérosols, produits chimiques, piles, cartouches, DEEE, ampoules)	DD	1 t	Benne	Traitement	2
Ferraille	DND	5 t	Vrac	Valorisation	1

(1)

Niveau 0 : réduction à la source de la quantité et toxicité des déchets.

Niveau 1 : recyclage ou valorisation des sous-produits de fabrication.

Niveau 2 : traitement ou prétraitement (chimique, incinération, etc.).

Niveau 3 : mise en décharge ou enfouissement profond.

CHAPITRE 6.5.TRAÇABILITÉ

L'exploitant tient à jour un registre des déchets entrants et sortants de son établissement. Le contenu de ces registres est fixé dans l'arrêté du 31/05/2021.

TITRE 7 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU FONCTIONNEMENT DE L'ETABLISSEMENT

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

En complément, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

TITRE 8 - DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE 8.1 CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

CHAPITRE 8.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré au tribunal administratif de Lyon :

1. par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans la Loire, conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés au 1 et au 2 du présent article.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

CHAPITRE 8.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de du projet pendant une durée minimum d'un mois ;
Le maire de Balbigny fera connaître par procès-verbal, adressé à la Direction départementale de la protection des populations, l'accomplissement de cette formalité.

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 8.4 EXÉCUTION

Le sous-préfet de l'arrondissement de Roanne, le directeur départemental de la protection des populations, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Balbigny et à la société RECYF SAS.

Saint-Étienne, le 17 DEC. 2024

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général
Dominique SCHUFFENECKER

Copie adressée à :

- RECYF SAS
- Mairies de Balbigny, Epercieux Saint-Paul, Mizérieux, Néronde, Nervieux, Pouilly les Feurs, Saint-Marcel de Félines
- Communauté de Communes de Forez-Est
- Sous-préfecture de Roanne
- Archives
- Chrono